

A propos de l'appel au camp de Valognes

Publié il y a presque deux mois, l'appel de Valognes a commencé à circuler dans des cercles qui sont hostiles au nucléaire. Je rappelle que la gare du même nom, située dans le Cotentin, est l'avant-poste ferroviaire de l'une des principales usines de recyclage des poubelles nucléaires mondiales, celle de La Hague. Des tentatives de retarder les trains Castor, qui en repartent pour envoyer les ordures les plus radioactives vers des centres de stockage en Europe, en particulier en Allemagne, ont déjà eu lieu, sans trop de succès. L'appel propose donc d'organiser dans la région de Valognes, en sus du « *traditionnel rassemblement* » le camp échelonné sur deux jours d'où partiraient « *actions et réflexions* ».

L'initiative est à première vue séduisante. Malheureusement, à la lecture attentive du texte, force est de reconnaître qu'y règne la conception réductionniste du nucléaire, saupoudrée de phrases radicales, qui domine dans le milieu écologiste. Par suite, d'amples discussions auraient été nécessaires, non pas pour arriver à quelque accord intégral, mais pour détecter les convergences possibles, sonder les divergences probables et explorer ce qu'il était possible d'effectuer ou non ensemble, car les aspirations des individus dépassent parfois le carcan des identités auxquelles ils s'identifient. Or, il est difficile, très difficile même, d'entamer de telles discussions avec les aficionados de l'appel. Ils les évacuent au prétexte habituel, propre à la militance, que l'heure n'est plus à la théorie, mais à la pratique. D'autant que le départ du dernier Castor pour Gorleben est proche. En d'autres termes, leurs positions ne sont pas discutables. Il n'y a plus qu'à les accepter et à les appliquer. Repoussant l'idéologie autoritaire de l'urgence, je prends donc le temps de noircir du papier, sans négliger le reste, mais au contraire pour lui apporter plus de

sens. Sachant que l'essentiel de ce que je résume ici a déjà été mille fois formulé au cours des dernières décennies, en France et ailleurs.

&

D'après l'appel, la France constituerait, depuis Fukushima, la grande exception résistant mordicus à la propension à « *sortir du nucléaire* », qui caractériserait d'autres Etats, à commencer par l'Allemagne. Certes, au sein du club des Etats qui participent depuis des décennies à la nucléarisation du monde, la position de la France est assez particulière. D'abord, elle est membre du club très fermé des cinq grandes puissances nucléaires, issues de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre froide, les inamovibles du Conseil de sécurité de l'ONU. A ce titre, elle partage le rare privilège de posséder des armes thermonucléaires, bien plus dévastatrices que les armes nucléaires classiques qui, elles, sont beaucoup plus disséminées à travers le monde, principalement depuis la chute du Mur et l'arrivée sur la scène mondiale de puissances régionales avec lesquelles le club des cinq doit désormais compter.

Ensuite, de tous les Etats qui avaient misé sur le nucléaire civil, l'électronucléaire en premier lieu, la France est la seule à l'avoir réalisé dans de telles proportions. L'installation de l'EPR à Flamanville montre qu'elle n'a pas l'intention d'y renoncer. De plus, au-delà des frontières de l'Europe des Douze et des Etats-Unis, la construction de nouvelles centrales nucléaires est à l'ordre du jour. La France y participe directement et indirectement, à travers des consortiums et des institutions européennes comme Euratom. Sans compter que, dans l'Hexagone et ailleurs, la durée de fonctionnement des anciennes centrales est, en règle générale, prolongée,

à l'exception de l'Allemagne. La grande vaincue de la Seconde Guerre mondiale, puissance nucléaire civile, mais pas militaire, est depuis longtemps partie prenante de la diversification du marché de l'énergie, en particulier grâce à la position particulière qu'elle occupe en Europe depuis la réunification, au carrefour des réseaux d'énergie primaire en provenance des quatre points cardinaux.

Enfin, dans la période actuelle, marquée par la globalisation accrue du capital et la crise du modèle de l'Etat nation, la France participe de bon nombre de projets nucléaires, civils et militaires, en cours. Même installés dans l'Hexagone, comme ITER à Cadarache, ils n'en sont pas moins financés, gérés, organisés, etc., à l'échelle mondiale, par les Etats nucléaristes, Allemagne comprise, des consortiums mondiaux et des institutions internationales, comme l'AIEA, au caractère supranational de plus en plus affirmé, bien qu'elles dépendent encore des principaux Etats membres du club nucléaire. Le nucléaire d'aujourd'hui exige en effet la mise en place, en matière de recherche, de telles installations pharaoniques qu'elles outrepassent les moyens dont dispose tel ou tel Etat, même ceux de la France, n'en déplaise à l'orgueil national hérité du gaullisme. Bref, le monde n'est plus celui qui présida à la mise en route du programme militaire et civil hexagonal, issu du partage de la planète entre grandes puissances et entre blocs, au lendemain de la dernière boucherie universelle. Période historique où l'Etat nation à la française jouait des coudes en misant gros sur la carte nucléaire. Par suite, à moins de monter au pinacle les dernières déclarations de Berlin relatives à l'électronucléaire installé en Allemagne et d'oublier le rôle déterminant que joue le

nucléaire, en particulier en version kaki, comme pilier de la domination du capital et comme source de la puissance des Etats, rien n'indique que le monde soit en train de sortir du crépuscule inauguré par Hiroshima. A moins de croire à la fable de la réduction du nombre de missiles qui cache la modernisation de l'arsenal nucléaire, pour répondre aux besoins de la domination en matière de gestion des guerres localisées et de destruction des foyers de révoltes à l'échelle planétaire. Chose que n'évoque pas l'appel, pas plus que les écologistes lorsqu'ils parlent de « *sortie du nucléaire* ».



Rien ne montre mieux les limites des conceptions des auteurs que leur approche des relations entre le nucléaire, l'économie, l'autre nom du capital, et l'Etat : « *A voir l'Etat français engloutir depuis des décennies des milliards en pure perte, on se dit que s'il s'agissait d'un individu, cela ferait bien longtemps qu'on l'aurait mis sous curatelle.* » Ici, l'appel retombe au niveau de celui des économistes d'ATTAC qui cherchent à déterminer au compas la différence entre capital productif, créateur de bénéfices, et capital improductif, générateur de pertes sèches, voire de dépenses parasitaires inutiles, ce qui n'a plus aucun sens depuis belle lurette. Du point de vue de l'économie prétendument réelle, telle que l'imaginent les derniers idéologues de la société industrielle d'antan qui fulminent contre la finance, les monstres comme ITER représentent du fric jeté par les fenêtres. Mais du point de vue du capital réel et des Etats, la question de la puissance est décisive et tend même à englober celle de la recherche de bénéfices, au sens habituel du terme. En particulier, la puissance réelle dépend de plus en plus de celle de la technoscience. Donc, la dépense est justifiée !

Le rôle de l'Etat étant occulté, la fonction du nucléaire est limitée à la production et à la distribution d'électricité, sans remettre en question la notion d'énergie, pas plus que celle d'économie. Les citations qui suivent le montrent : « *La nécessité de nous opposer au nucléaire ne signifie pas qu'il faille lui*

opposer les énergies alternatives, sous peine de nous retrouver aux côtés des nouvelles mafias industrielles » ; par suite, « *la ligne de partage n'est pas entre le nucléaire et les énergies alternatives mais entre la production d'énergie centralisée, commerciale et gérée par en haut, et la production décentralisée, contrôlée localement et renouvelable ; production en contact direct avec les besoins qu'elle doit satisfaire. C'est seulement à l'échelle locale que se dissout l'alternative entre le nucléaire et la bougie : car là les besoins existants peuvent se donner les moyens de la production qui leur est nécessaire, et en retour les possibilités de production peuvent redéfinir intelligemment les besoins.* » Les auteurs ne posent même pas la question d'en finir avec le capital et l'Etat, condition sans laquelle la sortie globale du nucléaire relève du leurre, et évoluent dans les limites de l'idéologie des besoins, qui est celle de l'économie. Des besoins définis par des associations locales n'en restent pas moins des besoins, notion qui n'a de sens qu'à partir du moment où l'activité humaine est devenue du capital. Prenant leur distance envers les côtés centralisateurs du programme officiel du parti écologiste, les auteurs reprennent à leur compte les illusions propagées depuis des décennies par les apologistes de l'économie marginale, celle qui oppose, à titre de panacée universelle, la décentralisation de la production et de la consommation à la centralisation, bref ce que les adeptes de la décroissance nomment parfois l'économie de proximité. « *Big is bad and small is beautiful* », c'est dans les illusions marginalistes issues de la baie de San Francisco, qui sont récupérées et intégrées depuis des décennies au monde de la domination modernisée, que les rédacteurs de l'appel puissent leurs références.

Cette conception est compatible avec l'écologisme, tel qu'il prédomine dans les associations écologistes de terrain, constituant bon gré, mal gré, même en renâclant et en stigmatisant l'électoratisme du parti d'Europe Ecologie, le vivier dans lequel celui-ci puisse des forces. A partir de telles prémisses, il n'est guère étonnant que l'appel de Valognes soit soutenu par des associations écologistes locales, voire régio-

nalistes, en particulier en Bretagne, et que les Amis de Tarnac, ses supporters frénétiques, participent, ce mois-ci, au dernier salon Marjolaine, le temple du capital bio, recyclable, durable et organisé en réseaux, sur le thème : « *De la nécessité de se réapproprier les savoir-faire par soi-même. Dans la perspective d'une société moins énergivore, la relocalisation semble une réponse appropriée. Les savoir-faire permettant d'acquérir une meilleure autonomie et tenant compte des ressources locales ont un avenir florissant. Les intervenants à cette table ronde possèdent une partie de ces connaissances qui, demain, constitueront de véritables trésors. Ils ont consenti à venir les partager avec nous.* » L'idéologie de la décroissance, en somme.



Bien qu'ébranlé par la catastrophe de Fukushima, le glaciaire nucléaire ne cède pas. Nous sommes à mille lieues de l'interprétation donnée par l'appel d'après lequel « *partout dans le monde, le tissu de raisonnements spécieux, de promesses mirifiques et de mensonges éhontés avec lequel se soutenait le lobby nucléaire se déchire* ». Comme la crise hier, la catastrophe travaillerait aujourd'hui en quelque sorte pour nous, à l'insu des gestionnaires de la domination. La réalité des oppositions actuelles au nucléaire, en particulier au Japon, montre qu'il n'en est rien : isolées, dispersées, limitées dans leurs perspectives et dans leurs moyens, elles restent, à quelques exceptions près, dépendantes de leur relation avec le pouvoir d'Etat dans lesquelles elles voient encore le protecteur possible face aux firmes nucléaires comme Tepco. En Allemagne même, les oppositions massives et parfois plus radicales qu'ailleurs dans le Wendland ne sont pas liées à Fukushima.

Comme toujours, l'optimisme de commande est utile pour faire passer des vessies écologistes pour des lanternes subversives. Et les contradictions entre Etats pour la para-

lysie potentielle de la domination dont nous n'aurions plus qu'à profiter pour « relancer le mouvement antinucléaire en France » et « qui sait, vaincre ». Comme si des avancées larges et substantielles sur le terrain de l'hostilité au nucléaire étaient possibles en l'absence de poussées subversives plus générales contre le capital et l'Etat, dont elles seraient alors partie intégrante. Perspective étrangère à l'appel puisqu'il attribue principalement la poursuite du nucléaire à la démente présumée du « lobby nucléariste » hexagonal et à « la passion nationale des grands équipements » qui amèneraient la France à être le « malade en plein délire qui divague dangereusement dans le concert des nations » alors que « les Etats les plus lucides laissent derrière eux le monstre incontrôlable ». Pour l'appel, même ITER est labellisé aux couleurs de la France. La responsabilité du maintien en vie suspendue du monstre incomberait pour l'essentiel aux derniers dinosaures du CEA, incapables de supporter, comme quelque espèce en cours de disparition issue de la glaciation nucléaire, l'appel d'air porté par d'autres Etats, tels que l'Allemagne. Les auteurs reprennent à leurs comptes la vulgate écologiste la plus répandue dans les milieux et les lobbies qui tentent d'utiliser les contradictions, réelles ou supposées, au sein de la CE, pour faire pression sur le CEA.

C'est la même position moralisatrice et manipulatrice qui présida à la création du réseau Sortir du nucléaire lorsque Superphénix fut mis en sommeil par Jospin, alors à la tête de l'Etat, sur recommandation pressante du Conseil de l'Europe, présidé par l'Allemagne. Suspension d'activité dans laquelle les leaders autoproclamés du Réseau virent, à tord, poindre l'aube de la dénucléarisation en Europe. Ils croyaient pouvoir peser sur les décisions d'Etat à condition de mettre la pression et de trouver des alliés dans les partis, les lobbies et les associations écologistes. L'appel de Valognes participe à la même illusion lorsqu'il prétend que, depuis Fukushima et les promesses faites par l'Allemagne, « la seule garantie de l'exécution effective des décisions prises est justement la permanence et la puissance du mouvement. On a assez joué avec

nos vies. Nous ne nous laisserons pas gérer dans le cadre de la dénucléarisation comme on a pu gérer notre nucléarisation. » C'est la définition même du lobbying que l'on nous présente ici comme de la fine stratégie radicale. Les aficionados de l'appel partent donc en quête d'alliés sur de telles bases. Ils en trouvent, en priorité dans le marigot des associations écologistes, sans compter les syndicalistes recyclés à l'écologie de SUD-Rail. Oui, le même SUD qui voulait participer au Grenelle de l'environnement, à titre de partenaire du pouvoir d'Etat, au nom du panachage du nucléaire avec des sources d'énergie alternatives, et qui n'appelle jamais les salariés de la SNCF à boycotter les Castor, mais seulement la direction à « avertir les personnels concernés par ce type de transport de la nature du chargement » et à les « former au risque potentiel encouru ». Dans l'Ouest, même Europe Ecologie soutient l'appel. On a les amis que l'on mérite.



Par rapport à l'écologie, la spécificité de l'appel réside essentiellement dans les moyens d'action qu'il préconise et dans le refus de l'électoratisme. « C'est par un geste fort porté collectivement à l'intérieur même du pays le plus nucléarisé du monde que sortir de cette impuissance devient tangible. » Bien entendu, l'idée de bloquer, ou pour le moins de retarder, des Castors et de déterminer dans quelles conditions et avec quels moyens il est possible de le faire n'est pas à rejeter a priori. Mais le « geste fort » en question est censé révéler au grand jour l'hostilité latente au monde, ici au nucléaire, puis l'orienter et la généraliser. Comme s'il répondait explicitement à quelque chose qui préexisterait implicitement et qui n'attendrait plus que lui pour devenir visible.

En la matière, l'appel reprend à son compte l'idéologie du scandale d'origine surréaliste. C'est pourquoi il présente de façon hypertrophiée la situation dans l'Ouest de la France : « Il existe d'ors et déjà des collectifs locaux constitués ces derniers mois à la suite de Fukushima, ainsi que des personnes qui s'organisent contre le projet de ligne THT dans la

Manche, en Mayenne et en Ille-et-Vilaine. » En réalité, en Bretagne, les comités en question sont partis du Réseau, principalement parce qu'ils étaient écœurés par le bureaucratisme de leurs leaders et par leurs tractations électoralistes. Associations d'indignés du nucléaire, leurs limites sont évidentes et ils sont, à quelques exceptions près, sur les positions de la nouvelle coordination Stop Nucléaire, dont les propositions ne dépassent pas le cadre du slogan polymorphe et vide de sens précis de « sortie immédiate du nucléaire », en réalité de « sortie immédiate de l'électronucléaire ». Pour Stop nucléaire, la question de l'Etat, de même que celle du nucléaire militaire, est évacuée. Reste le nucléaire civil, dont le maintien est attribué, comme d'habitude, à la volonté du lobby nucléariste. Par suite, elle propose donc à l'Etat, mais sans le dire, de fermer dans les plus brefs délais les centrales nucléaires au prétexte que « des solutions existent », telles que « l'utilisation maximale des capacités hydroélectriques et des centrales thermiques existantes », associée « à la construction rapide de centrales à charbon, au fioul et au gaz », sans attendre « le développement hypothétique des énergies renouvelables ». Elle ne se distingue donc du Réseau que par le choix des prétendues solutions alternatives. Pour le reste, les comités de la coordination Stop THT sont en perte de vitesse. Le souffle initial qui, il y a quelques années, laissait présager la tempête est retombé, dispersé par les chicanes politiciennes d'Europe Ecologie, des maires et des associations comme la Confédération paysanne, qui ont jeté leur poids dans la balance pour neutraliser, au nom du moratoire sur les THT, les velléités d'en découdre les plus conséquentes.

Ni en qualité, ni en quantité, les très faibles résistances dans l'Ouest de la France ne peuvent être comparées à celles qui existent dans le Wendland, même si les oppositions en Allemagne ont leurs limites, comme le montre l'importance du parti des Grünen, premier du genre en Europe. Par suite, il est impossible de « nous approprier » telles quelles les « mé-

thodes» d'Outre-Rhin, à moins de croire à la vertu mobilisatrice des formes sans contenu. L'appel à rassembler des forces à Valognes, vu la faiblesse de «*l'ancrage local*», risque de reposer surtout sur la transhumance de personnes et de groupes venus d'ailleurs, situés à gauche de la gauche officielle. Donc, de ressembler aux concentrations hors-sol, dont Toronto fut la caricature. A supposer que la police laisse faire.

&

Le texte additionnel, publié à la suite de la manifestation de Rennes, donne l'impression de tenir compte de la situation en soulignant que «*le geste fort ne suffit pas*» et en proposant de multiplier les «*harcèlements*» contre «*l'industrie nucléaire*». Mais, en guise de «*précisions*», il est surtout ponctué de propos sibyllins sur la nécessité de reprendre en main nos propres vies. Mise en garde larvée contre l'esprit hiérarchique dont font preuve les plus acharnés partisans de l'appel? Peut-être, pourtant, la mise à jour ne concerne pas l'essentiel. Pire, les belles envolées contre la dépossession sont anéanties par des phrases du genre : «*Les lieux précis seront dévoilés que quelques jours avant fin novembre pour amoindrir les pressions policières.*» Dévoilés par qui? Par des organisateurs autoproclamés d'activités qu'ils affirment ne pas vouloir effectuer seuls, mais qu'ils proposent à des cercles bien plus larges.

Par leur approche, ils réduisent à zéro l'idée même d'activités réalisées sur le mode affinitaire. De façon générale, l'ampleur et la multiplication des affinités découlent des conditions du combat et aussi des premiers concernés, dans les populations locales. Choses qui font aujourd'hui défaut dans la presque-île du nucléaire. Il en résulte que l'affirmation de la reprise en main de nos vies couvre l'autoritarisme dans la préparation et dans la réalisation de l'action, sous prétexte de faire preuve de discrétion face à la police. Comme si celle-ci n'était pas déjà au courant pour l'essentiel de ce qui se trame et de ce qui est annoncé à grands sons de trompe depuis deux mois et n'y était pas préparée. Comme

si les poses de conspirateurs ne servaient pas, lors d'actions non clandestines, même lorsqu'elles ne sont pas autorisées, à impressionner les naïfs et à les mener par le bout du nez en méconnaissance de cause. Sans qu'ils puissent même dialoguer sur le contenu et les formes suffisamment à l'avance pour réfléchir par eux-mêmes, pour prendre du recul, etc. Le procédé est vieux comme le militantisme.

&

Par leur proposition de concentration à Valognes, les auteurs de l'appel prétendent dépasser les limites des oppositions antérieures au nucléaire, en particulier la mobilisation de Malville, alors qu'ils les reconduisent dans des conditions bien moins favorables et que le programme électronucléaire est réalisé depuis des décennies dans l'Hexagone.

La tentative d'occuper le site de Malville est présentée de façon caricaturale, comme pure opération hors-sol, ce qu'elle n'était pas. Car, enfin, dans la mesure où le nucléaire est, par excellence, l'épée de Damoclès qui plane au-dessus de toutes nos têtes, il est logique qu'il nous concerne tous, et pas seulement ceux qui sont domiciliés autour des installations nucléaires, en construction ou déjà construites. En ce sens, la mobilisation de Malville était justifiée. A l'époque, il y avait des comités Malville, parfois localisés à des centaines de kilomètres du site, en France et ailleurs en Europe, hostiles à l'installation du gigantesque surgénérateur plutonium-sodium dans l'Isère, vu le danger énorme qu'il représentait. Et qu'il représente toujours, car, même stoppé, il est très difficile d'en extraire les milliers de tonnes de sodium radioactif, chauffé en permanence à l'électricité pour rester liquide, condition nécessaire pour les évacuer à la petite cueillère, pendant des décennies.

La mobilisation a échoué, entre autres choses à cause de l'incapacité des organisateurs de la coordination dominée par les écologistes à prendre la mesure de la violence de l'Etat qui avait décidé de marquer là la limite à ne pas dépasser et, donc, de tuer si nécessaire. Par suite, bien peu

de personnes s'étaient préparées à affronter de tels degrés de violence étatique et croyaient que des pressions de masse pacifistes suffiraient à faire reculer l'Etat. De plus, les organisateurs jouaient aux conspirateurs afin de contrôler la situation et de réduire au silence les individus et les cercles plus radicaux qui risquaient de compromettre leur opération spectaculaire. Car, dans l'esprit des leaders, elle devait servir de marche-pieds à la constitution de leur parti. Ce qui fut malheureusement le cas.

&

J'aurais pu détaillé plus mes critiques. Mais je pense avoir soulevé l'essentiel. A la lecture de l'appel et dans les discussions avec les individus qui s'y identifient, j'ai compris que certains d'entre eux croyaient défendre des positions sans pareilles et ouvrir des brèches prometteuses, au-delà de la zone frontière dans laquelle les oppositions antérieures, parfois même les plus radicales, avaient perdu le nord. «*Du passé, nous faisons table rase*», c'est la posture la plus partagée par les partisans les plus ambitieux de l'appel de Valognes. Par malheur, le passé le plus détestable est bien là, à peine caché par des poses et des phrases à prétention radicale. En ce sens, l'appel ne dépasse pas les bornes de ce qui est acceptable par les idéologues citoyennistes qui occupent la scène de la contestation du nucléaire. Il n'y a là rien d'essentiel à partager. Bien qu'il soit possible de faire des rencontres intéressantes à Valognes et sans faire preuve de mépris envers ceux qui veulent tenter l'expérience, parfois en prenant de la distance envers l'appel, je ne veux pas participer à des réunions et à des opérations placées sous le signe de la hiérarchie et destinées à favoriser l'autovalorisation des leaders autoproclamés. Je préfère m'abstenir. ■

Paris, le 16 novembre 2011

CORRESPONDANCE
petervener@free.fr